



EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 06/2021 – 14

OBJET : HABITAT - LOGEMENT

Approbation du Plan Partenarial de Gestion de la Demande de logement social et d'Information du Demandeur (PPGID)

L'An deux mille vingt et un et quinze du mois de juin (**15.06.2021**) à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 09 juin 2021, s'est rassemblé à la salle Jules Fromage de Saint Nicolas de la Grave, sous la présidence de Monsieur Dominique BRIOIS, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. BRIOIS Dominique, Président
M. BESIERS Jean-Philippe, 1^{er} Vice-Président
M. LOPEZ Romain, 2^{ème} Vice-Président
Mme FORNERIS Dominique, 3^{ème} Vice-Présidente
M. GARGUY Bernard, 4^{ème} Vice-Président
Mme FEAU Annie, 5^{ème} Vice-Présidente
M. BOUCHÉ Bernard, 6^{ème} Vice-Président
M. SAMAIN Hugues, 7^{ème} Vice-Président
M. LAFONT Hubert, 8^{ème} Vice-Président
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 9^{ème} Vice-Présidente
M. PREVEDELLO Xavier, conseiller délégué
M. JAMAIN Thierry, conseiller délégué

M. CRUBILÉ Jean-Luc - Mme AVARELLO Georgette - M. PONS Michel - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - M. KOZLOWSKI Éric (à partir de la délibération n°2) - Mme CARDONA Muriel (à partir de la délibération n°9) - M. FERVERAL Jean-Philippe - Mme BETIN Nadia - Mme PAYSSOT Céline - Mme PECCOLO Marie-Christine - M. ANGLES André - Mme CAVERZAN Marie-Claire - Mme DELZERS Monique - M. BOUTINES Gilbert - Mme FAVAREL Annie - M. VIGNAUX Christian - M. COULOM Michel - M. FEGNE Jean - Mr POUGNAND Jérôme - M. PUCHOUAU Pierre - Mme GAYET Stéphanie (à partir de la délibération n°2) - Mme LOPEZ Sophie - M. LOURMEDE Guy - Mme SCHATTEL Danièle - M. ACHCHTOUI Soufiane (à partir de la délibération n°3) - M. SÉGARD Georges - Mme HEMMAMI Estelle - Mme CAVALIÉ Marie - Mme BADENS Véronique - M. FOURNIÉ Philippe - M. BRAS Jacques - Mme DUPOUY Nadine - M. USSEGLIO Philippe - Mme MOREL Michelle

CONSEILLERS REPRESENTES :

M. DELLAC Patrick, conseiller délégué
M. DUPUY Guy
Mme CARDONA Muriel (jusqu'à la délibération n°8)
M. DURRENS Serge
M. REMIA Alex
M. EIDESHEIM David
M. BON Philippe
M. BENECH Eric
Mme CAVERZAN Martine
Mme DELCHER Any (à partir de la délibération n°2)
Mme M'BAMBI MATALA Claudine
M. THIERS Jean-Christophe
Mme ESQUIEU Pierrette
M. BOUSQUET Franck

a donné procuration à Thierry JAMAIN
est représenté par Jean-Paul FEGNE
a donné procuration à Eric KOZLOWSKI
a donné procuration à Marie-Christine PECCOLO
a donné procuration à Nadia BETIN
a donné procuration à Michel PONS
a donné procuration à André ANGLES
a donné procuration à Marie-Thérèse VISSIERES-DELVOLVE
a donné procuration à Dominique BRIOIS
a donné procuration à Stéphanie GAYET
a donné procuration à Jérôme POUGNAND
a donné procuration à Romain LOPEZ
a donné procuration à Danièle SCHATTEL
a donné procuration à Estelle HEMMAMI

ABSENTS NON EXCUSES :

Mme TRESSSENS Christiane
M. PAILLAS Alain
Mme LAFFINEUR Nicole

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Philippe USSEGLIO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été délégué pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

EXPOSE DES MOTIFS

La Loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) de 2014 et la loi Egalité et Citoyenneté de 2017 réforment les politiques d'attributions en matière de logement social et les décloisonnent. Elles replacent les EPCI au centre en matière d'attribution pour les politiques de peuplement.

La loi Egalité et Citoyenneté vient élargir les obligations aux EPCI (Article L441-1 du code de la construction et habitation) lorsqu'ils sont tenus de se doter d'un programme local de l'habitat (PLH) en application du dernier alinéa du IV de l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation ou ayant la compétence en matière d'habitat et au moins un quartier prioritaire de la politique de la ville et obligation de mixité sociale.

La Loi ELAN généralise la mise en place d'un système de cotation de la demande de logement social sur chacun des EPCI. Le système de cotation vise à rendre les attributions plus équitables et plus transparentes. Ses modalités de mise en œuvre ont été précisées par le décret n°2019-1378 du 17 décembre 2019. A partir du 1^{er} septembre 2021, toutes les demandes de logements sociaux devront faire l'objet d'une cotation. Le calcul d'une note sur la base de critères objectifs et pondérés permettant d'aider à la décision des acteurs de l'attribution.

Plusieurs mesures doivent ainsi être mises en place par la Communauté de Communes, en tant qu'EPCI tenu de se doter d'un PLH, compétent en habitat et ayant 2 quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville :

D'une part, la Communauté de Communes doit définir une politique intercommunale des attributions, et d'autre part, élaborer un plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs (PPGDID).

Le PPGDID doit simplifier les démarches des demandeurs, faciliter l'accès à l'information du public, rendre plus transparentes les étapes de l'instruction de la demande, favoriser l'examen des situations les plus complexes et favoriser le partage des informations relatives à la demande et à son parcours entre les différents partenaires.

Il définit les orientations destinées à :

- Assurer une gestion partagée des demandes de logement social ;
- Satisfaire le droit à l'information du demandeur ;
- Mettre en place un service d'information et d'accueil du demandeur ;
- Mettre en place des dispositifs expérimentaux (optionnels)

Ces orientations sont élaborées par l'EPCI en association avec :

- Les communes membres ;
- Un représentant des organismes bailleurs et des sociétés d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux ;
- Un représentant d'Action Logement.

Les orientations sont déclinées en actions en associant l'État, les réservataires, les bailleurs sociaux, le Système National d'Enregistrement de la demande et le cas échéant, l'ADIL et les agences d'urbanisme.

Sa mise en œuvre se traduit par une convention signée entre l'EPCI et les partenaires associés.

Le contenu du plan partenarial est le suivant :

- Les modalités locales d'enregistrement de la demande, de répartition territoriale des guichets,
- Les indicateurs retenus pour estimer le délai moyen d'attente d'une attribution par type de logement et secteur géographique,
- Les modalités pour assurer l'information du demandeur :
 - Le délai maximal pour recevoir les demandeurs après enregistrement de leur demande,
 - Les règles communes relatives au contenu des informations délivrées aux demandeurs,

- Les conditions dans lesquelles les demandeurs disposeront d'informations spécifiques à la Communauté de Communes (procédures, processus d'attribution, critères de priorité, caractéristiques et localisation du parc social, indicateur pour estimer le délai moyen d'attente, liste des lieux d'accueil)
- Les conditions de création, d'organisation et de fonctionnement d'un service d'information et d'accueil des demandeurs,
 - Les fonctions assurées par le dispositif de gestion partagée de la demande, les modalités de son pilotage et le calendrier de signature de la convention relative à la mise en commun des demandes,
 - Les modalités de qualification du parc social,
 - La liste des situations des demandeurs justifiant un examen particulier,
 - Les moyens permettant de favoriser les mutations internes au sein du parc social,
 - Les conditions de réalisation des diagnostics sociaux et de mobilisation des dispositifs d'accompagnement social.

La procédure d'élaboration du plan a été la suivante :

Le Projet de Plan Partenarial de Gestion de la Demande de logement social et d'Information du Demandeur a mobilisé les partenaires et acteurs du logement social afin de formaliser un document complet et pertinent. Il a été rédigé à la suite de réunions de travail qui se sont tenues les 30 septembre et 1^{er} octobre 2019. La version projet du Plan Partenarial a fait l'objet d'une relecture collective le 15 octobre 2019 à laquelle ont été conviés : les communes de la communauté de communes, les bailleurs sociaux, le Conseil départemental, la DDT, la DDCSPP, Action Logement, et les associations présentes sur le territoire.

Le document a été complété sur les points relatifs au système de cotation de la demande suite à la démarche partenariale menée d'octobre à décembre 2020, et à laquelle ont été conviées les communes de l'EPCI avec du logement social, l'ADIL 82, les bailleurs sociaux, les services de l'Etat et Action Logement.

Ce document restitue l'ensemble des orientations prises dans le cadre de ces groupes de travail. Il s'agit d'une version projet qui a été soumise à l'avis des maires des 22 communes de l'EPCI et à l'avis de la Conférence Intercommunale du Logements du 28 avril 2021.

Les modalités de mise en œuvre et de suivi du plan sont les suivantes :

La mise en œuvre du plan est prévue sur une durée de 6 ans. Sa gouvernance est assurée par la Conférence Intercommunale du Logement. Il doit faire l'objet d'une convention signée entre la Communauté de Communes, les organismes bailleurs, l'Etat et les autres réservataires de logements sociaux, le cas échéant avec d'autres personnes morales intéressées.

A mi-parcours et à l'issue des 6 années, le plan devra être évalué en associant l'Etat et les personnes morales ayant contribué à son élaboration et au vu des résultats, révisé le cas échéant.

Cette évaluation devra être rendue publique. Au moins une fois par an, et après avis de la Conférence Intercommunale du Logement, la Communauté de Communes devra délibérer sur la mise en œuvre du plan et si nécessaire sur les ajustements à y apporter ainsi que sur la mise en œuvre des conventions signées entre l'EPCI et ses partenaires du plan.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la loi ALUR du 24 mars 2014 ;

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et à la Citoyenneté ;

Vu le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 classant les quartiers du Sarlac et du Centre de Ville de Moissac comme quartiers prioritaires de la politique de la ville ;

AR Prefecture

082-200066322-20210618-DEL06202114-DE

Reçu le 18/06/2021

Publié le 18/06/2021

~~Vu le décret n°2019-1378 du 17 décembre 2019~~ précisant les modalités de mise en œuvre d'un système de cotation de la demande sur chacun des EPCI ;

Vu l'arrêté préfectoral n°AP 82-2017-03-10-003 du 10 mars 2017 relatif au seuil de ressources des demandeurs de logement social du 1^{er} quartil ;

Vu l'arrêté préfectoral n°AP 82-2018-04-24-006 du 24 avril 2018 relatif au seuil de ressources des demandeurs de logement social du 1^{er} quartil ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2016-09-09-001 portant création de la communauté « Terres des Confluences » par fusion de la Communauté de Communes Terres de Confluences et de la Communauté de Communes Sère-Garonne-Gimone et extension du périmètre fusionné aux communes de Saint-Porquier et La Ville-Dieu-du-Temple au 1^{er} janvier 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2016-11-29-003 en date du 29 novembre 2016 complétant l'arrêté préfectoral n° 82-2016-09-09-001 susvisé ;

Vu les statuts de la Communauté de communes Terres des Confluences en matière de politique du logement social d'intérêt communautaire et action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ;

Vu l'avis de la commission communautaire Action sociale du 16 mars 2021 ;

Vu l'avis de la Conférence Intercommunale du Logement du 28 avril 2021 ;

Vu l'avis de la conférence des maires du 8 juin 2021 ;

DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil Communautaire :

- **approuve** le Plan partenarial de gestion de la Demande de logement social et d'Information du Demandeur (PPGDID) ;
- **autorise** Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention d'application du PPGDID : Convention du service d'accueil et d'information du demandeur.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Sous-Préfecture le : 18/06/2021

Publication le : 18/06/2021

Notification le :

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT

D. BRIOIS



Membres en exercice : 62

Présents : 47

Votants : 59

Adopté à l'unanimité des votants